

Lutte de classe

Renforcement de l'appareil policier de l'Etat bourgeois

La nouvelle loi antiterroriste qui a été adoptée le 28 septembre 2006 aux Etats-Unis par le Sénat et le Congrès américain, est selon Georges Bush, un « outil essentiel » de la guerre contre le terrorisme. Les arguments de Bush deviennent de plus en plus infantiles ou débiles : « *Il ne faut pas oublier qu'il existe toujours un ennemi voulant faire du mal aux Etats-Unis* », a-t-il déclaré au Sénat. Message adressé à tous les peuples qui inscrivent la guerre coloniale que mène l'impérialisme américain dans la durée, on avait compris.

Le texte fixe la procédure permettant de juger les « *ennemis combattants* » capturés dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » et détenus pour la plupart sur la base américaine de Guantanamo (Cuba). Mais ce texte concerne directement les événements à venir, qu'on ne s'y trompe pas, il constitue une menace réelle pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, puisque les différents impérialismes s'inspirent directement de l'administration Bush pour concocter leurs propres lois « antiterroristes ».

Le contenu de ce texte est sans ambiguïté : il supprime pratiquement toute possibilité de recours en justice des prisonniers contre les conditions de leur détention, ce qui signifie que tout est permis en l'absence de tout contrôle possible, c'est l'Etat d'exception, c'est la dictature, autrement dit le fascisme. Le fascisme peut prendre la forme d'un système coercitif administratif, financier, législatif, judiciaire, policier ou militaire, habituellement, plusieurs formes sont mises à contribution simultanément et coexistent.

N'importe quel individu dans le monde pourra désormais être enlevé par des agents du Pentagone, de la CIA, de la NSA, etc., séquestré, interrogé, enfermé au secret, livré à la torture et aux pires humiliations, en toute légalité, ou tout simplement disparaître comme au Chili sous Pinochet ou en Argentine sous la dictature de Videla, ainsi en a décidé Bush : la barbarie dans ses oeuvres.

C'est le règne de la peur, de la suspicion, de la délation, de la haine, de la terreur qu'il veut instaurer aux Etats-Unis en premier lieu, contre le prolétariat et la jeunesse américaine, et qu'il veut imposer à tous les peuples.

Finalement après coup, cette loi ne fait que régulariser la situation existante aux Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001, en lui donnant un vernis démocratique de respectabilité, cela a été rendu nécessaire après les révélations sur les enlèvements, les vols et les prisons secrètes organisées par le Pentagone, donc Bush lui-même en Europe, afin de permettre à l'impérialisme américain de poursuivre son offensive colonialiste à travers le monde en toute impunité et sans avoir à rendre de compte à personne.

A bas l'impérialisme américain !

Le congrès américain a également adopté la proposition de Bush de construire un mur de 1 200 kilomètres le long de la frontière mexicaine pour un coût dépassant un milliard de dollars, démontrant au passage au monde entier, à tous ceux qui ne le savaient pas encore, que l'impérialisme américain était bien à l'origine du mur que les autorités israéliennes ont construit.

La construction de ce mur ne servira pas à grand chose, les autorités américaines avaient annoncé récemment avoir découvert plus de 40 tunnels creusés sous la frontière qui sépare les deux pays, le plus profond avait été creusé à 26 mètres de profondeur, alors ce n'est certainement pas un mur de 12 mètres de haut qui arrêtera la construction de nouveaux tunnels !

Cette mesure de l'impérialisme américain constitue plus qu'un simple renforcement symbolique de ses frontières, elle marque sa volonté de se protéger des effets dévastateurs de sa politique sur la population mexicaine qu'il contraint à la misère et à s'exiler massivement vers les Etats-Unis, d'où la nécessité pour l'avant-garde du prolétariat mexicain de définir une orientation politique rompant avec le capitalisme au Mexique, rompant avec l'impérialisme américain (Alcan), en liaison avec l'avant-

garde du prolétariat américain dans la perspective conjointe des Etats-Unis socialistes d'Amérique du Nord, seul mot d'ordre correspondant aux intérêts du prolétariat des deux côtés de la frontière qui sépare les deux pays.

Notez au passage, que la décision de l'impérialisme américain de construire un mur en guise de frontière, ne coïncide pas avec la théorie selon laquelle les nations et leurs Etats seraient menacés de dislocation, on assiste plutôt au renforcement de l'Etat défini par Marx comme étant un appareil policier, entre autres. Est-il exagéré ou prématuré d'avancer que cette mesure a un lien direct avec la puissante mobilisation actuelle du peuple mexicain qui cherche la voie de son émancipation ?

Que ce soit au Mexique où aux Etats-Unis, la première tâche du prolétariat consistera à détruire l'Etat bourgeois et non à rétablir la démocratie bourgeoise, forme de domination politique de la bourgeoisie dans le cadre duquel le capitalisme entend se maintenir au pouvoir.

En France ce n'est pas mieux, trois policiers de la police aux frontières (PAF) jugés à Bobigny après le décès d'un Ethiopien de 24 ans, Getu Hagos Mariame, qu'ils étaient chargés d'escorter dans l'avion qui devait le renvoyer en Afrique du Sud, en janvier 2003, viennent d'être jugés en première instance et ils sont libres ! Le parquet du tribunal de Bobigny a requis une peine de prison avec sursis contre deux policiers, le troisième a été relaxé. Le jugement du tribunal correctionnel a été mis en délibéré au 23 novembre.

La machine judiciaire en France constitue un modèle de probité et de justice comme chacun sait. Les arguments avancés par la procureur sont effarants : Tout d'abord, elle retient l'homicide involontaire comme chef d'inculpation contre les deux policiers. Qui dit homicide, dit mort, donc reste ensuite à déterminer dans quelles circonstances.

Reuters (28 septembre) rapporte le témoignage suivant : « *Trois membres de l'équipage ont affirmé lors de l'enquête que les policiers Dallier et Khelladi s'étaient en fait assis sur lui alors qu'il était couché, afin de l'empêcher de crier.* ». Selon l'autopsie, il serait mort non d'asphyxie mais d'un malaise « *vagual* », l'irrigation du cerveau ayant été stoppée après que le cœur ait arrêté de fonctionner. Que les deux policiers n'aient pas eu l'intention de le tuer, c'est un fait, mais que leurs actes ont entraîné la mort de Getu Hagos Mariame, c'est un fait indiscutable, il s'agit donc d'un meurtre quand même.

Reuters (28 septembre) rapporte ensuite que « *la procureure, Nadine Perrin, a demandé la condamnation de principe d'Axel Dallier, le chef d'escorte, et de Merwan Khelladi. Elle a toutefois considéré* » qu'ils n'avaient pas transgressé le règlement » *en pratiquant le « geste de compression » à l'origine de ce décès qu'elle a qualifié de « marginal » au regard des 14.000 reconduites effectuées chaque année à l'époque à Roissy.* » Le cynisme de la procureure, qui représente les intérêts de l'Etat bourgeois, cadre parfaitement avec le discours et les méthodes prônées par le nazillon Sarkozy.

Vous avez bien lu, « *le règlement* » autorise de telles pratiques qui s'assimilent évidemment à la torture, quel aveu ! La mort de Getu Hagos Mariame serait en fait accidentelle, à mettre sans doute au compte des « *dégâts collatéraux* » de la lutte contre l'immigration illégale du gouvernement, ne s'agit-il pas d'un cas « *marginal* », bref insignifiant et sans importance.

Si l'on comprends bien, d'après la procureure, ce n'est pas le « *règlement* » qui permet de telles pratiques qui est cause, donc ceux qui ont mis en oeuvre ce genre de pratique ne peuvent pas être accusés, puisqu'ils ont fait scrupuleusement leur travail, c'est la raison pour laquelle ces policiers qui ont été suspendus pendant dix mois ont depuis été réintégrés dans un autre service de la PAF.

Mais alors qui est responsable de la mort de ce jeune Ethiopien ? Lui-même ou personne, cela revient au même puisqu'il n'est plus là pour témoigner !

Pour ma part, je pense que c'est justement ce règlement scélérat qui est à l'origine de la mort de Getu Hagos Mariame, et en premier lieu ceux qui l'ont rédigé et qui sont chargés de le faire appliquer, ce sont eux qui sont les véritables responsables de ce meurtre, autrement dit : le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice, le Premier ministre et le chef de l'Etat qu'il faudrait traduire devant un tribunal populaire.

Question : Combien existe--il de règlements de ce genre en France ? Qui en connaît seulement l'existence ? Qui a une idée exacte de l'arsenal répressif dont l'Etat s'est doté ses dernières années pour mâter le cas échéants le mouvement ouvrier révolutionnaire ?

Vous avez dit Etat policier ?

Loin de disparaître l'Etat prend de plus en plus la forme d'un Etat policier, raison de plus pour le combattre au lieu d'aller se balader à Bruxelles. Voilà un exemple de crime commis en toute impunité par des policiers, un de plus, et après ils osent demander aux jeunes des banlieues de respecter la justice, mais quelle justice ? Celle des assassins, je parle de Sarkozy de Chirac, de De Villepin qui couvrirent par exemple les fusillades par les militaires français de la population en RDC, un assassinat de type colonial couvert par Bush, le bombardement de la population libanaise par l'armée israélienne, le massacre planifié des dirigeants palestiniens, etc.

Notre justice de classe sera de les pendre, de les faire disparaître, en réponse à leur participation à la liquidation de peuples entiers, par exemple, lorsqu'ils défendent les intérêts des trusts pharmaceutiques qui interdisent la fabrication de médicaments génériques dans les pays touchés par des pandémies, le sida qui ravage les populations africaines avec la bénédiction des dirigeants de ce monde.

Voilà le vrai visage du capitalisme, le visage hideux du capitalisme, le seul qu'il peut offrir désormais aux peuples du monde entier, celui de la barbarie.

La révolution socialiste est relativement économique en vies humaines, en comparaison des centaines de millions de morts que le capitalisme a à son actif avec le soutien actif des réformistes de tout poil sous couvert de démocratie, inventaire dans lequel il faut inclure les crimes du stalinisme, comme produit de la réaction capitaliste mondiale.